

# D'étranges étrangers

## Qui gouverne les correspondants de Jérusalem ?

JÉRÔME BOURDON

Professeur  
Université de Tel Aviv  
Chercheur associé, CSI, Paris  
[jerombourdon@gmail.com](mailto:jerombourdon@gmail.com)



et article<sup>1</sup> donne les résultats d'une longue enquête auprès des correspondants de la presse étrangère en Israël/Palestine. À l'inverse de la plupart des études qui portent sur les correspondants de l'étranger et les nouvelles, il exclut toute axiologie directe du travail journalistique, et ne s'intéresse pas à la « *qualité* » ou à « *l'objectivité* », en tant que telles. Il cherche à comprendre comment le travail des correspondants s'inscrit dans un réseau d'appartenances où la question nationale est centrale, et posée de façon nouvelle par rapport à une vision classique de la correspondance étrangère. Si les normes professionnelles seront discutés ici, ce n'est pas en tant que telles, mais dans la mesure où elles sont mobilisées par les journalistes, de façon pragmatique, pour répondre à des défis qui sont d'abord de l'ordre de l'identitaire, qui les mettent en cause comme journalistes dotés d'une identité spécifique, qui vient affecter, voire compromettre, leur travail.

La nation (et l'État-Nation) apparaissent comme des cadres qui sont utilisés par les journalistes, mais qui aussi les saisissent, dont ils doivent tenir compte (voire se dépêtrer). Ils sont aussi face à leur nation d'origine, lorsque le rédacteur en chef demande d'adapter un contenu à la demande d'un public/d'un marché (leur gouvernement passe donc, pour l'essentiel, par d'autres institutions que celles des pouvoirs publics de leur pays). Ils doivent par-

### Pour citer cet article

#### Référence électronique

Jérôme Bourdon, « D'étranges étrangers. Qui gouverne les correspondants de Jérusalem ? », *Sur le journalisme, About journalism, Sobre jornalismo* [En ligne], Vol 2, n°2 - 2013, mis en ligne le 15 décembre 2013. URL : <http://surlejournalisme.com/rev>

fois lutter contre les pressions d'un État puissant. L'État-Nation ici compte autant comme agent actif de gouvernement que comme cadre d'appréhension épistémique du monde. Il permet de classer, de hiérarchiser, à la fois les sujets de la couverture (Israéliens, Palestiniens), et le monde journalistique lui-même, quotidiennement, dans la hiérarchie entre nations journalistiques et entre les différentes catégories de journalistes. Enfin, il permet de se penser soi-même.

Autrement dit, il ne s'agit pas de parler de « culture nationale » qui « influencerait » des sujets journalistes préalablement recensés et définis comme tels, en dehors de ces « influences », même si cette vision correspondrait sans doute plus à celle que le monde journalistique a de lui-même. Il s'agit non pas de partir des catégories pour définir les sujets, mais de partir des pratiques, et du discours sur ces pratiques (Foucault, 2004 : 5), et de voir comment les catégories sont mises en œuvre, défaits et refaits, sur le terrain. La catégorie du national se prête remarquablement bien à cette « déconstruction ». Comme le notait déjà Schlesinger (1991), le chercheur doit l'appréhender comme un lieu de déploiements d'opposition et de contradictions, dont l'apparente homogénéité doit être problématisée. Plus précisément, ici, ces contradictions ne se déploient pas dans un espace qui serait extérieur aux sujets concernés : les sujets *sont* le lieu du déploiement des tensions et des contradictions. Le mot gouvernement doit s'entendre ici moins comme un cadre législatif propre au pays d'origine des enquêtés, qu'aux efforts des nations en conflit pour les « gouverner », qu'aux injonctions de rédacteurs en chef inquiets, représentant la nation moins comme État, que comme communauté d'usagers consommateurs qu'il faut satisfaire. Il s'applique ici à un gouvernement de soi, qui relève de l'intériorisation de visions du monde nationales/ethniques, génératrices de solidarité, ou justifiant des injonctions à être solidaires, parfois conflictuelles.

Ce qui est remarquable dans la couverture du conflit israélo-palestinien, c'est qu'elle bouleverse un schéma (trop pur pour ne pas être suspect) selon lequel des correspondants « étrangers » couvriraient, pour une nation donnée (et pour un organe de presse lui-même doté d'une nationalité claire), un conflit « étranger », qui ne leur appartiendrait pas. Ce brouillage se produit à quatre niveaux. 1. Le monde professionnel des journalistes, au sein notamment de la nation d'origine des correspondants occidentaux, est traversé par ce conflit qui est perçu comme très proche aux points de vue, culturel, politique, voire géographique, au moins par les journalistes occidentaux. 2. Les journalistes éprouvent cette proximité dans leurs rapports de distance/proximi-

té, voire identification/répulsion avec les partis du conflit. 3. Ils éprouvent une fragilité professionnelle lorsqu'ils sont mis en cause en raison de leur origine ethnique/religieuse et/ou de leur position politique. 4. Enfin, ils sont confrontés à des publics nationaux hétérogènes, qui les surveillent et les prennent à partie avec des moyens technologiques nouveaux<sup>2</sup>. Nous allons revenir sur l'état des recherches sur la correspondance étrangère, présenter rapidement la population qui a fait l'objet de l'étude, puis la méthodologie, avant de traiter successivement chacun de ces quatre points.

---

#### LES CORRESPONDANTS DE L'ÉTRANGER, LE CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN, LE JOURNALISTE ET LA NATION

---

Parmi les différentes catégories de journalistes, les « correspondants étrangers » (et, parallèlement, les nouvelles de l'étranger) ont attiré, de longue date, l'attention des chercheurs. Les raisons de cet intérêt sont claires : l'information, genre crucial pour la démocratie, a été jugée plus importante encore quand elle touchait des mondes inconnus du public. Les nouvelles de l'étranger sont censées affecter la politique étrangère, et joueraient un rôle dans les relations internationales, notamment pour les pays puissants, les États-Unis en tête. La logique de cette démarche a été exposée maintes fois, notamment depuis le travail classique de Schramm (1959). Dans ce cadre, les chercheurs se sont inquiétés du déclin ou du recul de la catégorie. Une appréciation récente, à propos de l'Europe : « Depuis 10 ans, cette déploration du recul des nouvelles internationales, ou de l'étranger, a été maintes fois exprimée, que ce soit par des journalistes, par des intellectuels préoccupés, par des universitaires » (Biltreyst et Desmet 2010 : 197). Cependant, ces mêmes auteurs (suivant ici Hamilton & Jenner, 2004) préfèrent parler de mutation plutôt que de déclin : l'élite « classique » des correspondants, prestigieux cosmopolites des grandes rédactions, ne cesse de se réduire, mais le flot des nouvelles internationales enfle, nourri par une population diverse de recrutés locaux, de voyageurs, et, bien sûr, par une circulation beaucoup plus facile de l'information grâce aux technologies dites nouvelles, du satellite à Internet.

Parmi les sujets et les régions couvertes, le conflit israélo-arabe ou israélo-palestinien a été certainement privilégié, à la fois par les journalistes et par les chercheurs. De nombreux travaux ont suggéré que le Proche-Orient, et singulièrement Israël-Palestine, bénéficie d'un surcroît d'attention (ex. Hess 1996 : 30). Une autre façon de le mesurer est la présence de correspondants étrangers permanents. De façon unanime, Jérusalem est considérée par nos enquêtés, comme la troisième ou quatrième

ville de correspondants au monde, après Washington et Bruxelles. « En temps de coupes sombres ou de difficultés économiques, on peut supprimer de nombreux postes ou bureaux, Jérusalem demeure » (chef de bureau d'agence). Ceux qui sont arrivés avant 2000 – comme Alexandra Schwarzbrod de *Libération* – se souviennent qu'à l'approche de ce qu'on croyait alors un accord de paix viable, des rumeurs ont circulé sur la fermeture de ce bureau légendaire. Las !

Les chercheurs en communication ont abondamment étudié la couverture du conflit et le rôle des correspondants. Pour l'essentiel, ces recherches sont liées à une axiologie sur la qualité professionnelle (on signalera rituellement le défaut de formation historique des journalistes), et surtout sur les biais politiques, que l'on invoque le « proisraélisme » ou le « propalestinisme ». Tout se passe comme si une grande partie du travail universitaire (ex. Ibrahim, 2003 ; Zelizer et al., 2002 ; Philo et Berry, 2003 ; Fiel et Falk, 2007) se trouvait en continuité avec un environnement social (et un Internet) où la couverture du conflit israélo-palestinien fait l'objet de vives controverses.

Ce débat se tient pour l'essentiel dans un cadre national. Même si l'on se concentre sur un seul média, c'est souvent pour mettre en cause la vision nationale (américaine, anglaise) sous l'influence de son média le plus prestigieux (grand quotidien de qualité comme le *New York Times* chez Zelizer et al., 2002), ou le plus populaire (la BBC chez Philo et Berry, 2003). Ce cadrage national est classique dans les études qui s'intéressent au journalisme en tant que phénomène national. Ce cadre permet aussi de comparer les différentes conceptions nationales du journalisme (ex. récents Deuze, 2002 ; Lemieux, 2004). On opposera fréquemment le journalisme « américain » au journalisme « français ». Benson (2005) oppose ainsi un « information-centered journalism » américain à un type français influencé par ses « racines littéraires et politiques ». Dans cette perspective, des journalistes « mono-nationaux » y couvrent soit les nouvelles de leur pays, soit les nouvelles de l'étranger (catégories supposées claires) (Ex. Gans, 1980).

Or, si les frontières des nations existent, elles sont plus floues que cela, et tout particulièrement quand il s'agit du conflit israélo-palestinien. L'ancienneté des engagements occidentaux dans la région (liens religieux, coloniaux, stratégiques, pétroliers) est citée par les chercheurs, mais aussi par nos correspondants, pour expliquer l'intérêt pour le conflit. Il faut aussi tenir compte de la nature des États-Nations considérés. Israël est un État qui se conçoit comme lié à une nation diasporique, puisqu'il consi-

dère tout juif comme un Israélien en puissance. Qu'ils se sentent Israéliens ou non, la plupart des juifs ont, de diverses façons, le souci d'Israël (Noga, 2012 ; Sasson, 2010). Ce souci existe aussi parmi les opinions publiques occidentales, pour des raisons historiques où, pour employer le mot d'un critique littéraire israélien (Bronovsky, 2002), il y a beaucoup « d'allosémites », qu'ils soient « anti » ou « philo ». Mais la situation de la Palestine n'est pas moins complexe. Nation-sans-État (ou divisée en deux mini-États), nation occupée, la Palestine est aussi une nation diasporique, en un double sens : diasporas palestiniennes, et implication du monde musulman dans le conflit (Pew Research Center, 2006). Enfin, pour un public politique donné, disons, à grands traits, la gauche radicale, la cause palestinienne est devenue une cause exemplaire (Ferron, 2012), venue remplacer, pour partie, les luttes anticoloniales.

Dans cette recherche, le point de vue adopté est plus anthropologique que sociologique, soucieux des questions d'appartenance, et plus occupé à défaire les catégories qu'à les réifier. Il s'inspire du travail classique de Pedelty (1995), qui a trouvé un écho récent, postérieur à mon terrain, dans une enquête auprès des journalistes palestiniens travaillant pour les médias américains (Bishara, 2013). Ces deux livres ont en commun d'être très sensibles au contexte international, à la hiérarchie professionnelle et nationale du journalisme, et notamment à la place du personnel local/périphérique, négligé dans beaucoup de travaux occidentocentriques.

---

## MÉTHODOLOGIE

---

La méthodologie adoptée ici se fonde sur des entretiens semi-structurés avec 50 journalistes, 37 conduits par l'auteur, 13 par mes étudiants de séminaire à Tel-Aviv, entre 2003 et 2010. L'enquête conduite d'abord sur la France a été progressivement internationalisée. Au total : 17 Français, 6 Américains (deux presses, 1 radio, 2 TV), 3 Anglais, 3 Tchèques, 2 Espagnols, 2 Argentins, 2 Scandinaves, 2 Japonais, 1 Russe, 5 Italiens, 5 fixers/producteurs (dont 3 Israéliens juifs, et 4 Israéliens palestiniens). Certains correspondants ont été interviewés après leur passage en Israël/Palestine (à Londres, Paris, Buenos Aires). J'en ai réinterviewé dix, fréquenté de façon informelle voire amicale six. J'ai aussi analysé dix débats qui se sont tenus à Paris ou à Tel Aviv entre 2003 et 2010 (liste en annexe dans Bourdon, 2009). Enfin, j'ai utilisé certains ouvrages de journalistes (Allouche, 2010 ; Friedman, 1998 ; Lema, 2003 ; Luyendijk, 2010), quand ils incluaient des retours réflexifs sur leur pratique.

Interviews et débats se sont étalés sur une longue période : il ne s'agit pas ici de saisir les journalistes à un moment précis, mais plutôt à un moment de l'histoire du conflit, qui va de la fin 2000 (éclatement de la seconde intifada) jusqu'à 2010 (guerre de Gaza en janvier 2009, affaire de la flottille). Cette période voit le retour du conflit et l'enterrement des accords d'Oslo de 1993 malgré des retours occasionnels du thème de « l'espoir », la montée d'un islamisme politique violent, à partir du 11 septembre 2001 et la croissance très rapide d'Internet qui bouleverse toutes les dimensions du travail journalistique. Tous nos interviewés ont fait référence à ces trois éléments.

Un outil méthodologique est né du terrain : les variations du contexte des conversations, de l'entretien de terrain en tête-à-tête avec une possibilité du off record, entretien plus personnel, repas, et, à l'opposé, intervention dans un débat devant un public – souvent, lorsqu'il s'agit d'Israël-Palestine, un public particulièrement soupçonneux, voire hostile. Car sur toute une série de sujets, les journalistes ne disent pas tout à fait la même chose selon le contexte. Il ne s'agit pas ici d'utiliser ces différences pour les prendre en faute, mais pour comprendre que les journalistes, souvent pris à partie à propos de la couverture du conflit, tiennent un discours de défense professionnelle remarquablement homogène lorsqu'ils sont en public (dont l'énoncé caractéristique serait : « We just do our job », « on se contente de faire notre boulot »), tandis que les entretiens en tête-à-tête et le « off » révèlent : les failles de cette façade, les conflits politiques ou professionnels entre journalistes, les écarts hiérarchiques, le rôle des pressions, enfin les différences nationales et culturelles. Certains des entretiens, notamment ceux conduits par mes étudiants, l'ont été sous condition d'anonymat, d'autres non.

---

#### PORTRAIT DES CORRESPONDANTS DE LA PRESSE ÉTRANGÈRE EN ISRAËL

---

Peut-on dénombrer, même approximativement, les correspondants de la presse étrangère en Israël ? Une source commode est l'annuaire de la Foreign Press Association (FPA). Dans ses bureaux de Tel Aviv, on retrouve l'annuaire original de 1957 (37 membres fondateurs), puis on passe aux années 1980. En moyenne, ils sont plus de 200 membres à partir de 1975, plus de 250 dans les années 1990. En 2003, on est à 316 membres, en 2011, à 361. Chiffres approximatifs : certains anciens correspondants survivent dans l'annuaire, tous n'adhèrent pas à la FPA, et celui-ci a inclus, de façon croissante, pigistes, fixers et producteurs (voir infra). Quand la violence reprend, ou bien est attendue, les renforts

arrivent en nombre, et l'on parle chaque fois de milliers de journalistes présents en Israël (pour l'année 2002, la plus violente de la deuxième intifada, pour le retrait de Gaza en 2005, pour la guerre de Gaza en 2009, par exemple).

Il faut décider aussi à qui donner le « titre » de journaliste, car cet univers est hiérarchisé, avec des frontières incertaines (Ruellan, 1997 : 15), avant même que l'internet ne les brouille un peu plus. Certains sont journalistes pour un organe de presse, redeviennent simples fixers pour un autre. Au sommet, les correspondants « classiques », venus des pays riches, payés plein temps : par les agences de presse, les grandes radios et télévisions, les journaux de référence – en tête le *New York Times*. En dessous, les correspondants des organes de presse moins prestigieux, peuvent toucher un salaire mensuel, mais les contrats sont moins protecteurs, et le statut de pigiste est beaucoup plus fréquent. Ils sont souvent des recrutés locaux, binationaux (citoyens d'Israël et d'un pays occidental) à l'inverse des permanents des grands organes. Ils sont juifs pour la plupart. Ils parlent donc l'hébreu beaucoup plus que l'arabe, ils vivent du côté israélien du conflit (géographiquement et symboliquement). Notre enquête confirme ici un sondage partiel effectué sur les correspondants (Lavie, 2000). Autour des journalistes reporters, il y a les journalistes d'images, photographes et cameramen, qui ont le titre de journalistes, même si leur statut est le plus souvent inférieur à celui des reporters. Enfin, il y a la foule des assistants : les fixers (le jargon anglo-saxon a été universellement adopté ici). Le fixer plus ancien, auquel on confie des responsabilités, sera parfois appelé producer. Ce sont parmi les gens d'images et les fixers et producteurs que l'on trouve un grand nombre de Palestiniens, citoyens israéliens parfois, mais surtout palestiniens des territoires.

Il peut y avoir un cursus honorum journalistique. On commencera comme pigiste, recruté local, devenir permanent. Nous avons parlé des reporters binationaux. Tous ne le sont pas. Citons quatre correspondants tous non-juifs, arrivés en Israël soit pour étudier, soit pour travailler, soit par mariage avec une Israélienne, recrutés localement puis incorporés à un grand organe de presse. L'un d'entre eux, Lorenzo Cremonesi, est reparti en Italie mais revient dans la région comme envoyé spécial (notamment pour la guerre à Gaza) : c'est à ce moment que nous l'avons rencontré.

Correspondants de Jérusalem ? J'ai utilisé ce terme par commodité, il est à peu près exact, en tout cas meilleurs que correspondants étrangers comme nous venons de le voir – les médias sont étrangers, leur personnel beaucoup moins. À par-

tir des années soixante-dix, Jérusalem (Jérusalem-Ouest, du côté israélien) s'est imposée comme capitale de la correspondance étrangère et a remplacé Tel Aviv, qui est aujourd'hui encore la capitale des médias israéliens. Une minorité fait d'autres choix. Les correspondants anciens (les « longue durée », comme les appelle non sans une pointe d'ironie un correspondant resté trois ans en poste), souvent « israélisés » et parfois mariés en Israël vivent volontiers à Tel Aviv et dans sa périphérie, comme Nelson Fletcher, correspondant du réseau américain NBC, à Herzliyya, ou Gisela Dachs, du magazine allemand *Die Zeit*, à Tel Aviv. Beaucoup plus rare est le cas de correspondants qui ont choisi de s'installer à Ramallah, la « capitale » de l'autorité palestinienne : ainsi Karim Lebhour, pour *la Croix* et d'autres organes de presse, de 2007 à 2011.

Ce groupe est bien sûr divisé par d'autres critères, dont la nationalité, la langue, la culture. Si l'on pense aux recrutés locaux, aux pigistes, aux gens d'images, au producteurs/fixers, la division la plus importante est celle qui sépare... Israéliens et Palestiniens. D'un point de vue anthropologique, ce n'est pas le moindre intérêt des grands bureaux de la presse étrangère que de faire cohabiter quotidiennement, autour d'un métier commun, Israéliens-juifs, Palestiniens d'Israël ou, plus rarement, des territoires. Mais ils repartent à la fin du travail, « chacun de leur côté » (comme le disent un chef d'agence et un correspondant de télévision). Ces petites mains du journalisme jouent pourtant un rôle crucial. Comme l'ont montré les anthropologues cités, leurs « compétences de proximité » (« skills of proximity », Bishara, 2013 : 139) sont essentielles pour assurer la couverture, singulièrement du côté palestinien moins accessible aux correspondants.

Parmi les correspondants réguliers, installés massivement à Jérusalem Ouest, on se connaît, se fréquente, parfois collabore, selon la langue et la proximité culturelle. Notre correspondant danois : « Je fréquente naturellement les autres Scandinaves, et sinon les journalistes anglophones, et aussi des journalistes locaux, j'ai étudié à Jérusalem avec l'un d'entre eux et on parle hébreu ensemble. » Luis Lema, correspondant du quotidien suisse *le Temps* de 2001 à 2003, fait équipe avec la Française Alexandra Schwarzbrod de *Libération* : même langue, marchés différents, c'est la configuration idéale. Le coût intervient aussi : les réseaux de télévision, rassemblés dans le même bâtiment à l'entrée de la ville (JCS – Jerusalem Capital Studios) partagent parfois du matériel, voire des images, pour les grandes opérations coûteuses (visites de chef d'État).

De surcroît, comme la ville est petite, et que la hiérarchie de la « newsworthiness » est commune,

les correspondants se connaissent très vite, se retrouvent dans la ville au GOP (Government Press Office) où certains correspondants de presse écrite ont un bureau et où se tiennent les points de presse, aux JCS (déjà rencontrés), et, inévitablement, sur les lieux de la violence (offensives israéliennes, attentats palestiniens) – à nouveau en situation de compétition/collaboration. Le nombre élevé de correspondants sur un petit territoire n'entraîne pas nécessairement la diversité de perspectives, ni surtout de catégories d'événement couverts : « Si vous savez que tout le monde y va, vous y allez, surtout si vous êtes un petit comme moi, votre patron vous le reprochera – le *Monde* y était et toi pas » (pigiste français). Certains événements-feuilleton, comme le siège de la Basilique de la Nativité à Bethléem, dont un correspondant américain fit un livre (Hammer, 2003) sont aussi un facteur de rapprochement : ceux qui n'y sont pas au début s'y précipitent, essayant de trouver « un angle » original, mais cela devient difficile, parfois littéralement lorsqu'il s'agit des photographes condamnés à braquer ensemble l'objectif sur le même sujet.

Enfin, la question de la durée du séjour doit être posée. C'est un truisme, cité par les interviewés d'au moins quatre pays différents (France, Japon, États-Unis, Angleterre), qu'un correspondant ne doit pas rester trop longtemps en poste. Jérusalem contredit cette assertion. En dehors même des binationaux et des « longues durées », cités plus haut, le correspondant n'est souvent pas pressé de quitter ce poste « à la fois passionnant et confortable » (correspondant italien). On y développe, par rapport à une rédaction « métropolitaine », des habitudes d'autonomie, on peut y accumuler un savoir qui vous rend indispensable, et donc renverser, au moins partiellement, le jeu de la hiérarchie rédactionnelle. Malgré ses mésaventures (cf. infra), Charles Enderlin, correspondant de longue durée pour France 2, jouit de ce statut de spécialiste dans les bureaux parisiens de la chaîne.

---

**LES JOURNALISTES FACE À LEUR MONDE  
PROFESSIONNEL : LE CONFLIT COMME SUJET  
DE POLITIQUE INTÉRIEURE**

---

Venons-en aux dimensions (inter)nationales du travail journalistique. Pour expliquer le fameux surcroît d'attention dont bénéficie le conflit, on pourrait dire, avec un correspondant français : « Au fond, c'est un sujet de politique intérieure ». Au moins à certains époques, le conflit israélo-palestinien fait partie des sujets sur lesquels les grands partis prennent position, à la fois pour des raisons de politique internationale et aussi parce qu'ils savent qu'ils sont « attendus » sur le sujet par des

segments cruciaux de leur opinion publique : ceci est vrai en Europe, mais aussi aux États-Unis, au Canada, et jusqu'à l'Argentine, dont les liens avec les deux ou trois mondes (juifs/arabe/musulman) sont anciens et complexes, comme le notent nos deux interviewés.

Le conflit fait donc partie d'un répertoire politique, ce qui justifie sa présence médiatique, qui, en retour, contribue à maintenir sa présence dans le répertoire politique. Le sujet polarise, comme le démontrent les sondages (exemples dans Bourdon, 2012 ; Pew Research Center, 2007). Cette politisation empêche bien sûr de tenir une confortable position d'extériorité vis-à-vis d'un sujet « purement étranger ». C'est une véritable antienne chez les correspondants : « On sait qu'on est attendu au tournant » (voir aussi Vayne, 2002). Un correspondant passé de Jérusalem à Londres : « Ici c'est très différent, je peux écrire n'importe quoi, même sur la Reine à la limite, tout le monde s'en fiche ». Ces attentes ont aussi un aspect positif : le sujet intéresse et il intéresse la rédaction-en-chef. Trois correspondants vétérans, de trois pays, disent ici à peu près dans les mêmes termes : c'est le seul poste où je peux produire en étant sûr qu'on ne me refusera à peu près jamais un papier (cf. aussi Boudana, 2010). Il est vrai que pour les grands médias populaires, la prudence peut jouer aussi, et cette règle se renverser. Comme le dit un ancien du bureau de *TF1* : « à un moment PPDa en a eu marre d'Israël-Palestine, il ne voulait pas de sujets qui fâchent ». Mais, pour l'essentiel, le sujet, dans la période étudiée, est resté « vendeur » — pour employer le terme d'un correspondant du *Monde* à propos d'un long supplément Israël proposé par son journal.

Les correspondants sont conscients que cette politisation a une histoire. Ils s'accordent, pour l'essentiel, sur l'idée d'une dégradation de l'image d'Israël (à l'exception des embellies qui suivent les accords de paix), mais ils situent le point de départ de façons différentes, selon leur génération, leur niveau d'implication et de connaissance. Les plus jeunes ont le sentiment de la fin d'une « lune de miel » avec les médias à partir de 2000 — la deuxième Intifada. Pour d'autres, enfin, la « *Fin du rêve* (c'est le titre significatif d'un documentaire de 1987 de NBC sur les vingt ans d'occupation — il s'agit du rêve sioniste, pas encore du rêve de la paix) est à faire remonter plus tôt, à la première guerre du Liban (1982), à la première Intifada (1987-91), voire à la Guerre des Six Jours. Il n'y a pas la même (relative) unanimité sur l'image des Palestiniens. Surtout, dans l'époque considérée, le recours à l'attentat suicide sur fond d'attentats islamistes internationaux, et la montée du Hamas, ont contribué à complexifier leurs images.

La perception à peu près partagée de cette courbe historique n'empêche pas les désaccords de persister, entre journalistes de différents pays, comme entre journalistes du même pays. De façon frappante, tout d'abord, la coupure des opinions publiques entre États-Unis et Europe se retrouve, partiellement, dans notre population. Ceci peut se traduire par de l'ironie ou du mépris mutuel, entre Européens et Américains (typiquement du matériel « off record » dans les interviews). Tel Américain, consterné par ce qu'il appelle le parti-pris pro-palestinien de ses collègues européens, dira à l'un de mes étudiants : « L'objectivité journalistique est morte à Jérusalem depuis longtemps » (il est proche ici de la critique proisraélienne des médias européens). À l'inverse, un journaliste français : « La plupart des Américains, même le *New York Times*, prennent des pincettes pour critiquer Israël, ils reprennent le vocabulaire israélien, ils disent « barrière de sécurité » et pas « mur » (cf. Goldfarb, 2001).

Autre coupure qui traverse cette fois les États-Unis d'une part, les nations européennes de l'autre, le sentiment d'être en minorité s'inverse d'un continent à l'autre : les rares interlocuteurs américains qui se jugent sensibles à la question palestinienne déplorent « l'environnement américain très proisraélien » (Jonathan Randal, longtemps correspondant pour le Proche-Orient au *Washington Post*, aujourd'hui en retraite à Paris). À l'inverse, les rares correspondants européens disant avoir de la sympathie pour le point de vue israélien condamnent l'orientation « propalestinienne » de leur pays, voire de leur continent.

Nous rencontrons un autre écart, typique de la sociologie du journalisme, entre correspondant et rédacteur en chef, qui prend ici la forme suivante : proche du terrain et notamment des victimes, le correspondant écrira souvent avec empathie pour elles. Proche des pouvoirs de son pays, soucieux d'équilibre, le rédacteur en chef est conduit à redresser le travail du correspondant dans un sens jugé plus neutre. Encore faut-il préciser qui sera considéré comme victime. Chez les correspondants européens, de façon écrasante, la victime est d'abord palestinienne. Exemple d'un rédacteur en chef au *Monde*, lui-même ancien correspondant de Jérusalem : « Je connaissais bien le travail de P., et ce qui risquait de faire sursauter notre lectorat juif, alors je déminais » (par quoi il signifie, corriger non les faits mais leur présentation émotionnelle). Ceci est remarquable dans un pays, la France, où selon les recherches comparatives évoquées (Benson, 200 ; Reich et Boudana, à paraître), le journaliste est volontiers considéré comme « l'auteur » de son texte. Autre exemple : Lara Marlow, correspondante irlandaise de l'hebdomadaire américain *Time*, a raconté comment, cou-

vrant la souffrance de victimes d'Israël au Liban, elle a vu son papier repris par sa rédaction-en-chef, qui « donnait plusieurs pages à ses amis israéliens pour dire comme ils étaient angoissés, que ça n'aurait pas dû se passer, etc. » (Les médias et le traitement du conflit, 2003 : 93) Au Royaume-Uni, le correspondant Sam Riley quitte le *Times* au début de la deuxième intifada, et, fait rare, lave le linge sale journalistique en public dans le *Evening Standard*, aussitôt repris dans le *Guardian* qui cite Riley ainsi : « Le responsable du desk étranger du *Times* et tous les autres rédacteurs en chef devenaient hystériques chaque fois qu'un groupe de lobbying proisraélien écrivait pour demander une correction ou se plaindre, et ils les soutenaient généralement contre leur propre correspondant. » (Deans 2001) Selon Riley, tout ceci ne vient pas de l'orientation politique des intéressés mais de la peur de Rupert Murdoch, propriétaire du journal et président de News Corporation, dont les orientations néo-conservatrices et proisraéliennes sont bien connues.

Rarement, le schéma se renverse, et un correspondant européen, comme ce journaliste tchèque, se sent « plus proche d'Israël que sa rédaction-en-chef », qu'il trouve « très à gauche et propalestinienne ». Autre exemple : ce correspondant espagnol rapporte à propos d'un autre correspondant : « son reportage sur Djénine pour *El Mundo*, qui réfutait la thèse d'un massacre par l'armée israélienne, a été corrigé dans un sens propalestinien par sa rédaction. Il était furieux. »

Ainsi, nos correspondants sont des journalistes, mais dotes d'opinions sur un conflit qu'ils savent politique et polarisant, ce qui crée des différences avec leurs collègues selon des partages (essentiellement) nationaux, mais aussi professionnels et hiérarchiques. Ils doivent aussi faire face aux nations qu'ils couvrent, deux nations en forte demande de medias, qui toutes les deux essaient de les « gouverner ».

---

**LES JOURNALISTES FACE AUX « NATIONS »  
ISRAËLIENNE ET PALESTINIENNE**

---

Commençons par les relations avec Israël, de facto plus fréquentes. Nous avons déjà noté les questions de résidence et de proximité culturelle. De plus, les contacts avec une société qui vit loin de la guerre, malgré de courts moments de conflits, sont plus faciles qu'avec la société palestinienne occupée et striée de checkpoints. La société israélienne est unanimement perçue comme plus organisée, plus facile à connaître. On cite beaucoup la presse en anglais, dont la place n'a cessé de croître durant notre enquête, *Jerusalem Post* depuis 1932, édition de *Haaretz* créée en 1997 (sur internet depuis 2000)

(lue par tous les correspondants). D'autres titres ont suivi. Le régime politique et médiatique israélien a de forts traits démocratiques, même si certains sujets font l'objet d'une censure et surtout d'une autocensure (en tête, les sujets de sécurité – Bourdon, 2011). En face, la presse palestinienne fait pâle figure, avec ses titres en arabe, de maigres sites en anglais, même si, à la fin de la période considérée, un centre de presse s'est ouvert à Ramallah.

Il faut se souvenir ici qu'Israéliens comme Palestiniens sont très sensibles à leurs images médiatiques internationales. Les correspondants le disent tous. Cette adresse aux médias contribue à singulariser le conflit. Mais ils se sentent condamnés à décevoir, des deux côtés, pour des raisons différentes. Du côté palestinien, parce que le récit de la souffrance ne dure que le temps d'un article. Karim Lebhour pour *la Croix* se souvient d'avoir été rappelé par des Palestiniens lui réclamant de revenir sur les lieux d'une exaction israélienne – et de n'avoir pu les satisfaire (voir aussi Lema, 2003 : 58). Du côté israélien, en temps de conflit, le correspondant, y compris parlant hébreu, qu'on croyait « des nôtres » est vite perçu comme hostile à Israël, dont il décrit (critique ?) l'usage de la force vis-à-vis de populations civiles, et aussi vite maltraité qu'il a été bien accueilli.

Ceci est particulièrement pertinent pour notre période. Les correspondants racontent la politique de brimade qui s'est ouverte avec la deuxième intifada, et « la fin de l'idylle post-Oslo » (correspondant français) : contrôles interminables à l'aéroport, confiscation d'ordinateurs (rendus mystérieusement vides de contenus), menaces de retirer les permis de travail aux fixers et gens d'images palestiniens, la liste est longue, dont la chronique se retrouve sur le site de la Foreign Press Association. Cette brutalité a eu un nom, celui de Daniel Seaman, responsable du GPO de 2000 à 2010. Vivement critiqué par les correspondants, l'homme a quitté son poste amer mais toujours militant (Horowitz, 2010). Sa politique reflétait, au fond, les sentiments d'une opinion publique israélienne-juive repliée sur elle-même, persuadée d'être victime d'une hostilité injustifiée. En termes de sociologie du travail, on dira, avec Everett Hughes (1951), qu'il s'agit d'un cas typique de « délégitimation du sale boulot ».

Pourtant, la majorité de nos interlocuteurs ne considèrent pas cette brutalité comme un trait essentiel de la société israélienne. Exception, les victimes de tirs, nombreuses durant la seconde intifada, notamment au début (Reporters sans frontières, 2001). Mais la violence vis-à-vis des journalistes n'a pas cessé. En 2009, 10 journalistes avaient été tués dans les territoires palestiniens, dont 2 Occidentaux, et neuf par l'armée israélienne (Committee to Protect

Journalists, 2009). Cette violence ne vise pas « les journalistes » de façon indistincte. Morts et blessés sont, dans leur immense majorité, les gens d'images palestiniens. Il s'agit d'une politique délibérée qui a commencé bien avant la deuxième intifada, comme en témoigne un documentaire tourné en 1998 (Naylor, 2000). À ce jour, les autorités israéliennes justifient les attaques contre les journalistes palestiniens, notamment dans la bande de Gaza. Dans le contexte de l'offensive sur le territoire en novembre 2012, la porte-parole de l'armée pour la presse étranger écrit au *New York Times* à propos de « terroristes, qui, avec leurs caméras et leurs stylos à la main, ne sont pas différents de ceux qui tirent sur les villes israéliennes » (Leibovich, 2012).

Il faut ici distinguer, à nouveau, l'élite et la base, surtout la base palestinienne, de la pyramide journalistique. Les Palestiniens sont ceux qui alimentent la machine à décrire une occupation dont ils sont aussi les victimes directes. Malgré les protestations officielles des associations de journalistes, les violences qui touchent les Palestiniens font beaucoup moins de bruit que celles qui affectent des blessés occidentaux (comme le premier mort européen, un Italien, Leibovich-Dar, 2002). On pourra d'abord adopter une explication néocoloniale classique : dans les médias du centre, les victimes de la périphérie coloniale pèsent toujours moins lourd. Mais il y a une autre raison, plus subtile, qui nous ramène droit à la question de la nation et de l'État. Dans la hiérarchie des sources de l'information, les citoyens sont représentés et défendus par des sources officielles, qui s'inquiètent de leur sort. Or, la Palestine n'a pas de porte-parole officiel bien équipé, pas de véritable homme d'État reconnu sur la scène internationale.

Le « côté palestinien » du conflit, pourrait-on dire, est flou. Et, de surcroît, les rapports se sont détériorés avec les journalistes, notamment depuis l'accès au pouvoir du Hamas à Gaza — en Cisjordanie. Les correspondants sont à peu près unanimes à reconnaître que la grande majorité des violations de la liberté de la presse sont le fait des Israéliens. L'enlèvement du journaliste de la BBC, Richard Johnston, détenu de mars à juillet 2007 par le Hamas, a constitué un tournant. Il y eut sur son sort de sérieuses inquiétudes. Jusque-là, à Gaza, les détentions provisoires de quelques jours (commencé en 2001 avec Josh Hammer, de *Newsweek*) n'étaient pas prises au sérieux par les journalistes, au grand dam des autorités israéliennes.

On ne peut donc faire un bilan simple des sentiments de proximité ou de l'éloignement vis-à-vis de l'un ou l'autre côté. Nous avons insisté sur la proximité sociale avec les Israéliens, mais elle peut se renverser facilement lorsqu'on est déçu, surpris, que

ce « proche » se comporte comme un « lointain » — et notamment lorsque la dimension raciste de la société juive-israélienne est révélée. Une anecdote revient dans le propos des correspondants, sur une amitié avec des Israéliens, jusqu'au moment où on parle des Arabes, des Palestiniens, et alors « c'est la catastrophe et la belle amitié est gâchée » (correspondante française). Ce type d'expérience remonte, au moins, à la première Intifada (ex. Fisk, 1991).

Du côté des Palestiniens, les correspondants ne racontent jamais de déception de ce type. De façon générale, l'image est plus homogène, par-delà les préférences politiques : les Palestiniens sont perçus comme des victimes, non comme des sujets politiques. À nouveau, l'absence d'État fournit un cadre de compréhension, ou plutôt, pourrait-on dire, une absence de cadre. La violence politique croissante (parfois justifiée, en tout cas rarement condamnée explicitement) n'a pas contribué à créer une image de proximité, malgré l'empathie persistante. Une analyse détaillée du discours de la presse française, par ailleurs fort critique à l'égard de la couverture d'Israël, confirme cette image dominante des Palestiniens (Boudana, 2010). À cet égard, une moquerie racontée par deux correspondants (et aussi dans un livre, Lema, 2003 : 58) nous paraît symptomatique. Ils évoquent leur lassitude à l'idée de retourner une nouvelle fois dans les territoires pour entendre parler une nouvelle fois (en imitant l'accent palestinien) the « Suffering of the Balesinian Beoble ». Risquons une appréciation générale : même s'ils défendent les Palestiniens, les correspondants laissent le sentiment d'avoir à faire d'abord aux Israéliens, comme acteurs centraux du conflit.

---

#### LES JOURNALISTES FACE À EUX-MÊMES : JUIF, ARABE OU JOURNALISTE ?

---

Si nos correspondants ont des difficultés à se définir par rapport aux cartes politico-professionnelles nationales, par rapport à la carte israélo-palestinienne, ils vivent aussi ces problèmes géographiques d'une autre façon, dans la définition de leur propre identité.

Avant même la naissance « officielle » du conflit israélo-palestinien, la couverture d'Israël (et du conflit israélo-arabe) était le fait de correspondants très diversifiés. Pouvaient-ils être juifs ? Cela comptait-il ? Les réponses varient grandement selon les pays concernés, mais avec trois points communs, persistants. D'abord, l'origine n'a jamais laissé totalement indifférent le milieu journalistique. Ensuite, l'identité c'est d'abord le problème des autres, pas celui de l'intéressé. Historiquement (et cela perdure), certains non-juifs déclarent craindre l'impli-

cation affective des correspondants juifs, puis le doute s'est étendu aux personnels de presse arabe et palestinien. Cinq d'entre eux ont déclaré, dont un en public, qu'il vaut mieux n'être « ni juif ni arabe » pour couvrir le conflit, et qu'ils considèrent comme un avantage de n'être ni l'un ni l'autre. Les accusations ou les reproches peuvent être plus directs, et alors nécessairement off. Parmi les correspondants français et italiens non-juifs, nous avons entendu des critiques sur tel ou tel correspondant juif, qui a « pété les plombs identitaires » à partir de 2000, est devenu très inquiet pour l'image d'Israël, incapable de critique, voire très anti-palestinien. La chose peut-être plus complexe quand c'est un correspondant français lui-même juif qui se dit, « pour autant, tout à fait calme », mais reproche à tel collègue juif son implication en tant que juif français, liée à la gauche radicale, hypercritique d'Israël. Même schéma dans le monde journalistique américain, un correspondant vétérinaire de presse et radio, installé en Israël, juif lui-même, reproche à une jeune génération de correspondant juif, à partir de l'arrivée de Thomas Friedman à Beyrouth, d'avoir « rejoint le nouveau consensus anti-israélien ».

Ceci, pourtant, n'a pas empêché de nommer des correspondants juifs, un peu partout, avec des « règles » non écrites provisoires, très variables. Le débat le plus connu, car le plus public, est celui qui s'est conduit au *New York Times*. Remontons dans l'histoire, jusqu'à un moment « inaugural » qui contient, en germes, toutes les situations que nous retrouverons dans les années 2000-10. Lorsqu'en 1979 le rédacteur en chef adjoint, Abe Rosenthal, juif lui-même, envoie David K. Shipler à Jérusalem, c'est en croyant qu'il brise une règle non écrite de ne pas envoyer de juif à ce poste. Las ! Malgré son patronyme, Shipler n'a rien de juif (il est protestant). Mais à cause de ce patronyme, il sera soupçonné de proisraélisme, et aussi vivement attaqué par des juifs qui lui reprochent ses critiques d'Israël (Lewis 2012). Ce sont typiquement les deux risques auxquels se trouve exposé le correspondant juif (et arabe/musulman, on le verra). S'il ne surinvestit pas lui-même, il est, pourrait-on dire, surinvesti par ses collègues et son public. Quant au *Monde* français, pas de règle non plus. L'histoire du correspondant de Jérusalem de ce journal a été racontée, avec humour, par un fréquent envoyé spécial en Israël, lui-même juif, Sylvain Cypel, dans une table ronde à la Fondation des sciences politiques, le 31 janvier 2003. Un ancien correspondant binational, proisraélien, gênait la rédaction. Dans les années soixantedix, on le remplace par Amnon Kapéliouk, Israélien francophone, cette fois jugé beaucoup trop critique d'Israël. On essaie un Français ni juif, ni arabe, qui ne prend pas moins parti dans le conflit. Bref, résume Cypel — lui-même pris à partie plusieurs fois

comme propalestinien — la « bonne formule est introuvable ».

Les journalistes concernés vivent mal la suspicion. Deux d'entre eux ont raconté, avec quelque mauvaise humeur, avoir entendu ce type de position exprimée dans leur rédaction — ce qui ne les a pas empêchés de rester en poste. Plus direct est un vétérinaire américain, le plus proisraélien de nos interlocuteurs : « Ils disent, comment savoir si un juif n'est pas biaisé, je leur réponds : comment puis-je savoir que vous n'êtes pas antisémite. » De façon plus prudente, le débat court parmi les correspondants, y compris lorsqu'ils se situent à gauche sur l'échiquier politique israélien : « On sait bien que lui il était tellement énervé, il était toujours à la limite de l'antisémitisme. — Untel, on sait qu'en privé il parlait "des juifs", comme ça, en général, d'une façon sulfureuse. »

Ils peuvent aussi tenir, concernant leur propre identité et la façon dont elles affectent leur travail, deux propos contradictoires. D'abord, qu'elle n'affecte en rien leur travail. « Je suis juif (et parfois, "je suis Israélien"), mais je suis d'abord journaliste, il y a des normes professionnelles, on s'y repère même si ce n'est pas toujours facile », condenserait assez bien ce propos. Mais en même temps, certains, moins nombreux, n'hésitent pas à ajouter qu'il y a des avantages à être Israélien, à parler l'hébreu, que des portes s'ouvrent plus facilement. Enfin, plus bas dans la hiérarchie, des jeunes journalistes binationaux ou des fixers peuvent ne pas voir de contradiction entre le bon journaliste et la cause d'Israël. Une productrice israélienne juive déclare : « Je suis de gauche, mais quand même je pense que dans le conflit le monde met tout sur le dos d'Israël et ne voit que la souffrance palestinienne. Notre rôle c'est de redresser, de présenter une vue équilibrée (...), c'est exactement le travail du journaliste. »

Les gens de presse palestiniens, et surtout les gens d'images dont le travail est le plus... visible, sont victimes d'une suspicion plus profonde, vite accusés de faire une couverture identitaire donc partisane. Leur discours n'est pas moins complexe que celui des binationaux juifs/israéliens. Nos fixers palestiniens disent qu'ils font « d'abord leur travail, en tant que journalistes ». Mais ils ajoutent, bien sûr, on a des frères, des sœurs, des cousins, victimes, ce n'est pas indifférent. À ceci, il faut ajouter un autre discours : on peut être journaliste, mais c'est une façon de servir la cause palestinienne, d'apporter des images de la réalité du conflit. Selon Bishara, ce discours est assez général parmi les gens de presse palestiniens : « Les journalistes tués dans l'action sont considérés comme des martyrs de la cause nationale, mais des martyrs tués pour la vérité, plutôt

que pour un parti ou une faction donnée. » (2013 : 158) La vérité, valeur suprême du monde journalistique, s'ajuste donc aux identités ethnico-nationales de façon souple.

Ces critiques mutuelles ne sont rien cependant par rapport au flot qui s'est ouvert avec la deuxième intifada, venant de publics diasporiques, politisés, connectés, qui accusent les journalistes — à la manière des autorités israéliennes s'en prenant aux journalistes palestiniens de Gaza — d'être des soldats déguisés.

---

#### JOURNALISTES FACE À LEURS PUBLICS : DIASPORAS EN RÉSEAUX

---

Il y a ici unanimité parmi nos correspondants. Si le sujet israélo-palestinien a « toujours » été sensible, le problème s'est beaucoup accru dans la période considérée, pour deux raisons. D'abord, l'échec du processus de paix, la deuxième intifada et les attentats islamistes ont radicalisé les émotions. Ensuite, la technologie a rendu les journalistes plus vulnérables, permettant un suivi plus systématique du contenu des médias, et une prise à partie immédiate.

Les anecdotes sur les contacts internet avec le public abondent, qu'il s'agisse de « bombardements », de contacts individuels, de prise à parti sur des listes de diffusion. Le chef du bureau de l'AFP « en février 2005, grosse opération au nord de la bande de Gaza. Un pigiste appelé en renfort a écrit que cette opération a fait de nombreuses victimes parmi les enfants. C'était faux, mais c'est passé, en anglais seulement, sur Yahoo, qui n'a pas publié de rectificatif. Résultats : plus de 1 300 emails, venus surtout des États-Unis, dont beaucoup identiques. Un flot d'insultes ». Un journaliste radio : « Je ne réponds pas aux emails collectifs mais à certains individuels, poliment, par exemple ceux qui me réclament d'utiliser plus souvent le mot "terroriste". J'explique que je n'ai aucune arrière-pensée dans l'emploi du vocabulaire, mais que je veux être libre. »

Les sites internet militants sont les lieux les plus « sales ». On y dénonce en termes personnels, cite des propos rapportés, ou liens personnels des correspondants avec les mondes israéliens, palestiniens, largement invérifiables. Les correspondants en signalent l'existence, mais refusent d'y accorder trop d'importance. « Si on commence à chercher tous ceux qui vous traînent dans la boue sur Internet, on n'en finit pas ». Impossible de nier qu'à un certain niveau de publicité, pourtant, ce type de dénonciation peut finir par porter, surtout s'ils débordent des réseaux ou des sites considérés comme

extrémistes (et le simple fait que plusieurs correspondants ont été capables de nommer lesdits sites montre que l'indifférence n'est pas si totale). Le cas le plus extrême est celui de Charles Enderlin, correspondant de la chaîne France 2, accusé d'avoir diffusé un reportage sur la mort d'un enfant palestinien sous des balles israéliennes, avant qu'on ne déclare les balles palestiniennes, et que ne soit montée une longue campagne sur la thèse d'une mise en scène palestinienne, avec une procédure judiciaire à rebondissement (pour les deux séries d'arguments opposés : Enderlin, 2010 ; Taguieff, 2010).

Qu'en est-il de l'orientation politique du public, au moins de son apparence électronique ? Ces emails qui insultent, et parfois réclament de corriger l'information, sont jugés essentiellement soucieux de défondre Israël. L'exception concerne les journalistes de télévision. Ils signalent que la période considérée a vu un lent accroissement des réactions « propalestiniennes », venant de la gauche radicale, et surtout — c'est le fait nouveau — du public musulman et/ou arabe européen.

L'explication de ce déséquilibre ne saurait faire inférer automatiquement que la couverture est plus critique d'Israël. On peut faire des hypothèses sur les différences de ressources, et de situation psychologique, entre les publics concernés. Les communautés juives occidentales sont mieux organisées que leurs contreparties musulmanes et arabes, dont le premier souci est l'intégration, avant d'être celui de l'image médiatique. Par ailleurs, le souci de l'image des musulmans ne passe pas d'abord par le conflit israélo-palestinien, alors que pour les Juifs, l'image d'Israël est un point hautement sensible (Pew Research Center, 2006 ; Noga, 2012 ; Sasson, et al. 2010).

On a pu parler, à propos de ces publics impliqués dans le conflit israélo-palestinien, de « nationalisme diasporique ». Si l'on peut recevoir, occasionnellement, un email d'un pays lointain, nos interlocuteurs s'accordent à dire que l'espace des réactions est essentiellement national. La seule exception concerne certains groupes de surveillance en langue anglaise qui se mobilisent sur l'Internet. Créé au Royaume-Uni au début de la deuxième intifada, doté d'une branche canadienne, couvrant surtout les médias britanniques mais visant parfois un média américain ou européen, Honest Reporting est la plus « globale » de ces organisations. Cependant, des annonces d'ouverture de branches latino-américaines ou australiennes postées sur le website ont disparu depuis. L'organisation se mobilise, tout particulièrement, contre le quotidien britannique *The Guardian*, comme nous l'a raconté un journaliste du quotidien (voir aussi Baram, 2004 : chapitre 10).

À nouveau, la dynamique de l'éloignement et de la proximité est complexe. Comme en d'autres domaines, l'Internet permet de mieux mobiliser les critiques proches, et leur donne aussi une plate-forme pour publiciser les prises à partie et les diverses « recherches » qui s'emploient à démontrer le biais. Il radicalise et publicise la critique des proches, plus encore qu'il n'expose à la critique des lointains (Curran et Seaton, 2012). Un cas flagrant est celui du correspondant du *Philadelphia Inquirer* américain, Michael Matza, (en poste en 2001-06) qui a gardé un souvenir cuisant des attaques dont il a été l'objet. Philadelphie abrite à la fois une forte communauté juive et une forte communauté musulmane. En 2001-02, Palestine Media Watch, une organisation de surveillance des médias fondée par un résident de la ville met deux rapports en ligne pour dénoncer la couverture. Le « Greater Philadelphia District of the Zionist Organization of America » en fait autant. Depuis Jérusalem, Matza sent ainsi combien il est lié à ses lecteurs dans sa ville professionnelle d'origine.

Le réseau change donc les rapports avec le public, mais il ne s'agit pas d'une « globalisation ». On parlera plutôt d'une nation fragilisée et fragmentée, mais toujours cadre de référence de la production, de leur réception et de la critique des médias.

---

**CONCLUSION : UNE « COMMUNAUTÉ  
PROFESSIONNELLE » FAILLÉE DE TOUTES PARTS**

---

Mis au défi de définir leur loyauté vis-à-vis de tel partie au conflit, ou de tel collègue, supérieur hiérarchique, membre du public anonyme ou personnel, nos sujets sont mal à l'aise. Ils tiennent moins un discours de déontologie claire, capable de les guider dans l'action, qu'ils ne recourent à de multiples systèmes de justification. Discours de défense professionnel, le rigide lorsqu'il est formulé en public (« on fait notre boulot »). Discours plus souple en tête-à-tête, ainsi lorsque l'appel à l'équilibre permet de justifier aussi bien le travail du journaliste israélien que du journaliste palestinien. En off, discours de supériorité d'une pratique « nationale » sur une autre (« française » par rapport à « l'américaine », « américaine » par rapport à « l'européenne »). Tensions occasionnelles avec les rédacteurs en chef (surtout américains) qui voudront les discipliner (tensions qui deviennent rarement publiques, sauf lorsqu'elles provoquent, comme dans deux cas évoqués plus haut, le départ du correspondant). Mais, ce discours peut prendre un aspect plus général encore, un appel à la difficulté concrète sur le terrain, à l'humanité du journaliste (« on fait tous des

erreurs, c'est humain », ai-je entendu ainsi à la fois dans des débats publics et dans des entretiens).

De ce point de vue, nos quatre points de vue séparent analytiquement ce qui est étroitement imbriqué dans le flux de la pratique. Exemple réel, raconté dans un entretien, d'un journaliste français qui répond en ligne à un jeune juif français avec de la famille en Israël, qui le traite de juif victime de haine de soi, et de journaliste partisan. Ce journaliste réagit-il dans un espace politique /professionnel /juif /israélien /diasporique /global ? Il est journaliste, qui doit aussi s'inquiéter de l'image du média pour lequel il travaille – et cela peut lui être répercuté par son rédacteur en chef. Il parle à son « public », bien sûr, mais son public le met en cause à un niveau à la fois personnel et professionnel. Il fait face à un lecteur français, mais ce lecteur veut parler aussi – un peu – au nom d'Israël. Il est aussi un juif français qui écrit à un juif français.

Cette imbrication s'explique par un terrain qui oblige les journalistes à prendre position, à se justifier, vis-à-vis de multiples acteurs (y compris, parfois, eux-mêmes), dans des contextes si différents. Cela tient d'abord à la situation de conflit ou de guerre, qui provoque, classiquement, des demandes de loyauté – surtout lorsque le journaliste est impliqué dans le conflit. On pourra prendre les exemples très différents de la télévision américaine dans la guerre froide (Bernhard, 1999), ou des journalistes israéliens, notamment en phase de conflit aigu (Neiger, Zandberg, 2005). Mais nous sommes au-delà d'une opposition binaire clairement définie. Le conflit israélo-palestinien offre un cas de fragilisation majeure de la position journalistique en temps de brouillage des nations, facilitée par des technologies qui permettent d'entretenir des attachements lointains, de suivre des médias de différents pays, et de publiciser la critique des médias. Pris entre les demandes des nations en guerre (qui peuvent exiger des loyautés au nom d'une appartenance religieuse ou ethnique), celles de rédacteurs en chef qui réclament un équilibre en fonction d'un public national lui-même mouvant, les doutes qui les traversent quant à leur propre identité, et (même en l'absence de tels doutes) les critiques qui peuvent venir de publics « juifs » ou « arabes » liés au conflit, nos correspondants apparaissent comme des sujets traversés, sinon faillés, par les contradictions qui parcourent à la fois leurs mondes professionnels et leurs publics.

## NOTES

---

<sup>1</sup> L'auteur voudrait remercier Sandrine Boudana pour sa relecture attentive, ainsi que les deux lecteurs anonymes de *Sur le Journalisme*, notamment celui qui a utilement pointé des contradictions internes au texte, au moins dans sa première version.

<sup>2</sup> Le lecteur aura peut-être noté que nous suivons, à grands traits, l'évolution historique. La question a commencé par les débats politiques internes au monde journalistique, s'est poursuivie sur le terrain face aux deux camps, surtout après 1967, a affecté de façon croissante l'identité des journalistes. Enfin, les tensions avec les publics se sont fortement accrues.

## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Allouche, J. L., 2010, *Les Jours Redoutables*, Paris, Denoël.
- Baram, D., 2004, *Disenchantment. The Guardian and Israel*, London, Guardian Publications.
- Benson, R., 2005, Mapping field variation : Journalism in France and the United States, in Benson, R., Neveu, E. (Eds.) *Bourdieu and the Journalistic Field*, Cambridge, Polity Press, pp. 85-112.
- Bernhard, N. E., 1999, *US Television News and Cold War Propaganda 1947-1960*, Cambridge, Cambridge University Press
- Biltreyst D. et Desmet. L., 2010, « Reconsidering the paradox of parochialism and the Shrinking News Agenda », in Gripsrud, J. (Ed.), *Media, Markets and Public Spheres*, London, Intellect, pp. 197-217.
- Bishara, A., 2013, *Back Stories. U.S News Production and Palestinian Politics*, Stanford, Stanford University Press.
- Boudana, S., 2010, « Journalistic objectivity as a performance : Construction of a model of evaluation and application to the case of the French press coverage of the Second Intifada », Thèse de doctorat, Jérusalem, Université Hébraïque.
- Bronovsky, Y., 2002, *Lettres imaginaires : essais, rencontres, portraits et controverses*, Tel Aviv, Carmel (en hébreu).
- Bourdon, J., 2009, *Le récit impossible. Le conflit israélo-palestinien et les médias*, Paris, INA et De Boeck.
- Bourdon, J., 2011, « Anastasie et Massouda : les visages de la censure en Israël », *La Vie des idées*, 18 octobre, ISSN : 2105-3030. <http://www.laviedesidees.fr/Anastasie-et-Massouda-les-visages.html> (dernière vue 14/07/13)
- Bourdon, J., 2012, « Representing the Israeli-Palestinian conflict. A short history and some research questions », *Bulletin du Centre de Recherche Français de Jérusalem*, n° 23, <http://bcrfj.revues.org/6773> (dernière vue 01/08/13).
- Chalaby, J., 1996, « Journalism as an Anglo-American Invention », *European Journal of Communication*, vol. 11, n° 3, pp. 303-326.
- Committee to Project Journalists, 2010, « Attacks on the Press 2009. Israel and the Occupied Palestinian Territory », <http://www.cpj.org/attacks/2010/?page=4> (consulté le 5/08/13).
- Curran J., Seaton, J., 2012, « Sociology of the Internet », *Power Without Responsibility. Press, Broadcasting and the Internet in Britain*, London, Routledge, Chapitre 5, pp. 275-289.
- Deans, J., 2001, « Riley attacks Murdoch's friendship with Israel », *The Guardian*, 5 septembre.
- Deuze, M., 2002, « National News Cultures : A Comparison of Dutch, German, British, Australian and U.S. Journalists », *Journalism and Mass Communication Quarterly*, vol. 79, n° 1, pp. 134-149.
- Ferron, B., 2012, « Les répertoires médiatiques des mobilisations altermondialistes » (Mexique-Chiapas, Israël/Palestine, 1994-2006), Contribution à une analyse de la société transnationale, Thèse de doctorat en science politique, Université de Rennes, <http://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00731809/> (consulté le 03/09/13).
- Fisk, R., 1991, « Travel in a Land Without Hope », *The Independent*, 3 septembre.
- Foucault, M., 2004, *Naissance de la biopolitique*, Paris, Seuil/Gallimard, Hautes Études.
- Friedman, T., 1989/1998, *From Beirut to Jerusalem*, New York, Farrar, Straus & Giroux.
- Friel, R. et Falk, R., 2007, *Israel-Palestine on Record : How the New York Times Misreports Conflict in the Middle East*, London and New York, Verso.
- Gans, H.G., 1980, *Deciding What's News*, New York, Vintage Books.
- Goldfarb, M., 2001, « All Journalism Is Local : Reporting on the Middle East. How the U.S. and European Media Cover the Same Events Differently », *Harvard International Journal of Press/Politics*, vol. 6, n° 3, pp. 110-115.
- Hamilton, J. M., Jenner, E., 2004, « Redefining Foreign Correspondence », *Journalism*, vol. 5, n° 3, pp. 301-321.
- Horowitz, D., 2010, « Daniel Seaman's farewell voyage », *Jerusalem Post*, 11 mai, <http://www.jpost.com/Opinion/Editorials/Editors-Notes-Danny-Seamans-farewell-voyage> (consulté le 06/08/13).
- Hess, S., 1996, *International News and Foreign Correspondents*, Washington, Brookings.
- Hughes, E. C., 1951a, « Mistakes at Work », *Canadian Journal of Economics and Political Science*, vol. 17, n° 3, pp. 320-327 (repris dans Hughes, E. 1971, *The Sociological Eye. Selected Papers*, New Brunswick, Transaction Publishers, pp. 316-325).
- Ibrahim, D., 2003, « Individual Perceptions of International Correspondents in the Middle East : An Obstacle to Fair News ? », *International Communication Gazette*, vol. 65, n° 1, pp. 87-101.
- Lavie A., 2000, « Just who are the foreign journalists making their living here ? », *Haaretz*, 6 novembre.
- Leigh, D., 2001, « How a north London web-designer began a campaign that deluged the Guardian with emails », *The Guardian*, 22 février, <http://www.theguardian.com/technology/2001/feb/22/internetnews.comment> (consulté le 22/07/13).
- Leibovich, A., 2012, « Terrorist or Journalist ? », Lettre au *New York Times*, 28 novembre, [http://www.nytimes.com/2012/11/29/opinion/terrorist-or-journalist.html?\\_r=1](http://www.nytimes.com/2012/11/29/opinion/terrorist-or-journalist.html?_r=1) & (consulté le 01/08/13).
- Lema, L., 2003, *Couvrir le désastre. Un regard sur l'Intifada*, Genève, Labor.
- Lemieux, C., 2004, « De quelques différences internationales en matière de pratiques journalistiques. Comment les décrire, comment les expliquer ? », in Legavre, J. B. (Éd.), *La presse écrite : objet(s) délaissé(s) ?*, Paris, L'Harmattan, pp. 29-52.
- Luyndendijk, J., 2010, *Hello Everybody ! One Journalist's Search for Truth in the Middle East*, London, Profile Books.
- « Les médias et le traitement du conflit », 2003, *Entre-*

- tiens de l'Information Hors Série*, Lille, École Supérieure de Journalisme de Lille, pp. 70-136.
- Lewis, N., 2012, *Israel in the New York Times over the decades : a Changed Narrative and Its Impact on Jewish Readers*, Harvard, Joan Shorenstein Center, February 6, [http://shorensteincenter.org/wp-content/uploads/2012/03/d69\\_lewis.pdf](http://shorensteincenter.org/wp-content/uploads/2012/03/d69_lewis.pdf) (consulté le 08/06/13).
- Naylor, P., 2002, *In the Line of Fire*, Documentaire, New York, Filmmakers Library.
- Neiger, M., Zandberg, E., 2005, « Between the Nation and the Profession : Journalists as Members of Contradicting Communities », *Media, Culture and Society*, vol. 27, pp. 133-141.
- Noga, R., 2012, « "Juifs" en France et "Français" en Israël : la construction identitaire au miroir de l'autre », *revue ζ Interrogations ?*, Identité fictive et fictionnalisation de l'identité (I), n° 15, décembre, <http://www.revue-interrogations.org/Juifs-en-France-et-Francais-en> (consulté 08/08/13).
- Pedelty, M., 1995, *War stories. The culture of foreign correspondents*, Chicago, Chicago University Press.
- Pew Research Center, 2006, « The Great Divide. How Muslims and Westerners View Each Other », <http://www.pewglobal.org/files/pdf/253.pdf> (consulté 16/07/13).
- Pew Research Center, 2007, « Views of the Middle East Conflict », <http://www.pewglobal.org/2007/06/27/chapter-5-views-of-the-middle-east-conflict/> (consulté 16/07/13)
- Philo, G., Berry, M., 2003, *Bad News from Israel*, London, Pluto Press.
- Reich, Z., et Boudana, S., à paraître, « The fickle fore-runner : The rise of bylines and authorship in the French press », *Journalism*.
- Reporters sans frontières, août 2001, « Étude sur 45 cas de journalistes blessés par balles dans les territoires occupés depuis septembre 2000 », Paris.
- Ruellan, D., 1997, *Les « Pro » du Journalisme. De l'état au statut, la construction d'un espace professionnel*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- Sasson, T. et al., 2010, *Trends in Jewish Attachment to Israel. An Assesment of the Distancing Hypothesis*, Cohen Center for Jewish Modern Studies, <http://www.brandeis.edu/cmjs/pdfs/Trends.Jewish.Attachment.12.16.10.pdf> (consulté 01/08/13).
- Schlesinger, P., 1991, « On National Identity. Collective Identity in Social Theory », *Media, State and Nation. Political Violence and Collective Identity*, London, Sage, pp. 139-152.
- Schramm, W. (Ed.), 1959, *One-day in the World Press. Fourteen Great Newspapers on a Day of Crisis*, CA, Stanford University Press.
- Vayne, S., 2002, « Days of Rage », *American Journalism Review*, July-August. <http://www.ajr.org/Article.asp?id=2567> (Consulté 15/07/13).
- Zelizer, B., Park, D., Gudelunas, D., 2002, « How bias shapes the news : Challenging the *New York Times*' status as a newspaper of record on the Middle East », *Journalism*, vol. 3, n° 3, pp. 283-307.

**Fr.** Fruit d'une enquête ethnographique auprès des correspondants de la presse étrangère en Israël dans les années 2000, cet article analyse la façon dont les relations des journalistes avec les différents états et nations (y compris les leurs) impliqués dans le conflit, affectent leur travail. Il montre comment les journalistes, en fonction de leurs appartenances nationales ou ethniques, sont sommés de prendre parti vis-à-vis de multiples acteurs, ce qui déstabilise la possibilité d'une couverture « neutre » ou « extérieure » acceptable par tous. Cette déstabilisation est analysée à quatre niveaux. 1. Le monde professionnel des journalistes est traversé par ce conflit qui est perçu comme très proche, « quasiment une affaire de politique intérieure », les divisions étant politiques mais aussi nationales, singulièrement entre journalistes américains et européens. 2. Les journalistes sont sommés par les deux parties au conflit, toutes deux très soucieuses de leur image, l'Etat d'Israël recourant aux brimades – ou à la force vis-à-vis des gens d'image palestiniens, les deux partis étant « assoiffés de médias » ; 3. Les journalistes sont mis en cause en raison de leurs origines juive ou arabe, réelles ou supposées ; 4. Enfin des publics nationaux, proisraéliens ou propalestiniens, que le conflit divise, eux-mêmes dotés de moyens de surveillance et de critique nouveaux (satellites, internet), s'en prennent aux correspondants dont le travail ne correspond pas à leur attente.

**Mots-clés :** Correspondants étrangers, nouvelles de l'étranger, conflit israélo-palestinien, identité nationale.

**En.** This study is based on an ethnographic investigation of foreign-press correspondents in Israel/Palestine in the year 2000. It analyzes how the journalists' work is affected by their relationship to the different states and nations (including their own) involved in the Israeli-Palestinian conflict. It shows how journalists, according to their own national or ethnic affiliation, are pressured to take sides by various participants in the conflict, which makes it impossible to produce a "professional" or "neutral" coverage acceptable to all. This inconstancy is analyzed on four levels: 1. Every major covering nation (mostly Western) is politically divided on this conflict which is considered almost a topic of domestic policy. These political divisions overlap the rift between Israeli-leaning US journalists and their more pro-Palestinian European counterparts. 2. The journalists also have complex relations with both parties in the conflict: Israelis and Palestinians. Both parties are quite wary of their public image. In addition, the State of Israel resorts to harassment and military force vis-à-vis Palestinian camera people. 3. Journalists are taken to task over of their religion or ethnicity, real or imagined. 4. Finally, journalists are confronted by their heterogeneous national public, which monitors them (a task made much easier by the evolution of technology like satellite and Internet), and criticizes their work when it does not correspond to expectations.

**Keywords :** Foreign correspondents, foreign news, Israeli-Palestinian conflict, national identity

**Po.** Fruto de uma pesquisa etnográfica junto a correspondentes da imprensa estrangeira em Israel em 2000, este artigo analisa a maneira como as relações dos jornalistas com diferentes estados e nações (incluindo suas próprias) envolvidos no conflito afetam o seu trabalho. Mostra como os jornalistas, em função de seus pertencimentos nacionais ou étnicos, são intimados a tomar partido face a múltiplos atores, o que desestabiliza a possibilidade de uma cobertura “neutra” ou “exterior” aceitável a todos. Essa desestabilização é analisada em quatro níveis: 1. O mundo profissional dos jornalistas, atravessado por esse conflito, percebido como algo muito próximo, “quase um assunto de política interna”; tais divisões são políticas mas também nacionais, especialmente entre jornalistas americanos e europeus; 2. Os jornalistas são intimados pelas duas partes do conflitos, ambas bastante atentas à sua imagem, o Estado de Israel recorrendo a insultos – ou à força junto a pessoas com aparências de palestinos –, e as duas partes se mostrando “ávidas pela mídia”. 3. Os jornalistas são questionados por conta de suas origens judaicas ou árabes, reais ou presumidas; 4. Finalmente, os públicos nacionais, pró-israel ou pró-palestina, divididos pelo conflito, são eles próprios dotados de novos meios de vigilância e crítica (satélites, internet), se direcionando aos correspondentes cujo trabalho não atende à suas expectativas.

**Palavras-chave :** Correspondentes internacionais, notícias internacionais, conflito Israel-Palestina, identidade nacional

